

DEMANDE DE PROPOSITIONS

RETOURNER LES SOUMISSIONS À : Titre : Opérateur de site à la station de surveillance de Longlac, Ontario

Environnement Canada
Services des approvisionnements
et des contrats
867 Lakeshore Road
C.P. 5050
Burlington, Ontario
L7R 4A6

Date : 09 août 2013

Demande de propositions numéro :
KM060-13-1163

Clôture de la demande

à : 14 h EDT

le : 18 septembre 2013

Faire parvenir les demandes de renseignements à :

Heidi Noble

Téléphone : (905) 319-6982

Télécopieur : (905) 336-8907

Courriel : Heidi.Noble@ec.gc.ca

NOM ET ADRESSE DE L'ENTREPRENEUR

(Dactylographier ou écrire en lettres moulées le nom complet de l'entité légale)

.....
.....
.....
.....
.....

Téléphone :

Télécopieur :

Je (Nous), soussigné(s), offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le Ministre de l'Environnement, conformément aux modalités établies par la présente, auxquelles il est fait référence dans la présente ou qui sont jointes à la présente, les services et/ou les approvisionnements listés dans la présente et sur toutes feuilles jointes au(x) prix établi(s) en conséquence.

.....
Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du vendeur (en lettres moulées ou dactylographié).

.....
Signature

.....
Date

PARTIE 1 DIRECTIVES POUR LA PRÉPARATION DES PROPOSITIONS

1. RÉCEPTION DE LA PROPOSITION

Le bureau désigné recevra les propositions ou les révisions scellées jusqu'à l'heure et la date indiquées à la page 1 de la Demande de propositions.

2. PROPOSITION INADMISSIBLE

Les propositions reçues après l'heure de clôture des propositions ne seront pas retenues.

Les propositions envoyées par télécopieur ne seront pas acceptées.

Les propositions **NON** soumises avec un formulaire de proposition financière dûment complété (Offre de services) dans le format spécifié par le ministère ne seront pas acceptées.

Les propositions incomplètes seront considérées non conformes et rejetées et ne seront pas davantage évaluées.

Toute proposition financière (Offre de services) qui est supérieure au plafond fixé ou au prix maximal, s'il y a lieu, sera considérée non conforme et rejetée.

Les propositions qui ne sont pas signées à la page 1 du document de Demande de propositions seront considérées non conformes et rejetées.

3. ACCEPTATION DE LA PROPOSITION

Le ministère n'acceptera pas nécessairement la soumission au prix le moins élevé ou aucune autre proposition soumise.

4. LA FAÇON DE REMPLIR LE FORMULAIRE

5.

Le document de Demande de propositions doit être complété, **en deux copies**, et soumis dans le format prescrit par le ministère.

Les propositions doivent inclure ce qui suit :

- a) une indication de la connaissance des objectifs et des responsabilités, une méthodologie et un échéancier reliés aux exigences;
- b) un CV d'entreprise indiquant l'expérience pertinente, les employés proposés pour l'équipe de travail, incluant leur curriculum vitae;
- c) une liste, s'il y a lieu, du ou des sous-traitants, incluant le nom et l'adresse complètes, la ou les portions des travaux qui doivent être données en sous-traitance et l'expérience pertinente de l'entreprise.

Les propositions qui ne contiennent pas la documentation mentionnée ci-dessus ou qui diffèrent du format de coûts prescrit seront considérées incomplètes et non conformes et seront donc rejetées.

Le soumissionnaire a la responsabilité de s'assurer qu'il connaît parfaitement les exigences et les directives stipulées par le ministère. Au cas où il y aurait lieu d'obtenir des clarifications, on demande aux soumissionnaires de contacter l'autorité contractante avant de faire leurs soumissions.

5. DOCUMENTATION T4A OBLIGATOIRE

L'entrepreneur sélectionné **doit** fournir la documentation T4A citée comme source de référence dans la présente **avant l'attribution d'un contrat**. Le défaut de fournir cette information rendra la soumission de l'entrepreneur non conforme.

6. RÉFÉRENCE

Si votre proposition est de 200 000 \$ ou plus et que votre organisation emploie 100 employés permanents à temps plein ou permanents à temps partiel ou plus, il est obligatoire que les exigences contenues dans la documentation ci-jointe sur le Programme de contrats fédéraux pour l'équité emploi soient respectées faute de quoi votre proposition ne sera pas retenue.

Le ministère de l'Environnement se réserve le droit, à sa discrétion et avant d'attribuer le contrat, de demander à l'entrepreneur de soumettre une telle preuve de titres et qualités et examinera la preuve concernant les capacités et les titres et qualités d'ordre financier, technique et autres de l'entrepreneur.

7. DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS

Toutes les demandes de renseignements concernant la demande de soumissions doivent être soumises par écrit à l'autorité contractante nommée à la page 1 du présent document aussitôt que possible durant la période de la demande de soumissions. Les demandes de renseignements doivent être reçues pas moins de huit (8) jours civils avant la date de clôture afin de permettre un délai suffisant pour y répondre. Il est possible qu'il soit difficile de répondre aux demandes de renseignements reçues après ce délai de 8 jours avant la date de clôture de la demande de soumissions.

Toutes les demandes de renseignements et les autres communications avec les fonctionnaires du gouvernement durant la période de demande de soumissions doivent être envoyées **SEULEMENT** à l'autorité contractante nommée à la page 1 de la demande de soumissions. Le fait de ne pas se conformer à cette condition durant la période de demande de soumissions peut (pour cette seule raison) entraîner la disqualification de votre soumission.

PARTIE 2 LA PROPOSITION FINANCIÈRE

OFFRE DE SERVICES

1. SERVICES PROFESSIONNELS ET COÛTS CONNEXES

1.1 Services professionnels

Le tableau suivant présente une ventilation des services professionnels (décrit la structure des frais qui comprend tous les profits et les frais généraux). Les frais généraux incluent les coûts indirects tels que l'assurance de responsabilité civile et le nombre de jours non travaillés en raison de congés statutaires, de congés de maladie et de congés d'autoperfectionnement.

01 octobre 2013 – 30 septembre 2014

<u>Nom (et titre) des employés</u>	<u>Taux per diem</u>	<u>Nombre de jours</u>	<u>Total</u>
.....\$.\$

01 octobre 2014 – 30 septembre 2015

<u>Nom (et titre) des employés</u>	<u>Taux per diem</u>	<u>Nombre de jours</u>	<u>Total</u>
.....\$.\$

01 octobre 2015 – 30 septembre 2016

<u>Nom (et titre) des employés</u>	<u>Taux per diem</u>	<u>Nombre de jours</u>	<u>Total</u>
.....\$.\$

1.2 Coûts connexes

S/O

La ventilation des coûts connexes non incluse dans les frais des services professionnels tels que les messageries, les appels interurbains, la reproduction, etc., s'il y a lieu, est la suivante :

Total des coûts connexes estimés : _____ \$

1.3 Dépenses de voyage

Remboursables conformément aux taux prescrits par la Directive du Conseil du Trésor en matière de voyage ci-jointe en vigueur au moment du voyage (veuillez vous référer à l'Appendice A pour les taux actuels) et corroborées par des reçus, pièces justificatives et autres documents appropriés, ne dépassant pas le montant limite de :

_____ \$

Mes/nos estimés de dépenses de voyage sont fondés sur les exigences de voyages anticipés suivants :

1.4 Sous-contractants

Lister les sous-contractants, incluant tous les frais directs ainsi que les frais de voyage et de subsistance qui seront portés au compte des sous-contractants :

Estimé total des sous-contractants: _____ \$

1.5 PRIX TOTAL DE LA SOUMISSION \$ (dollars canadiens)

+ TPS _____ \$

TOTAL _____ \$

Règle générale, les ministères fédéraux profitent des frais de services de la taxe provinciale ad valorem.

- 1. L'Offre de services demeurera ferme pour une période de soixante (60) jours civils après la date de clôture de la soumission.
2. Tout contrat résultant en est un de services et n'en sera pas un d'emploi. Vous devez prendre vos propres arrangements avec le Régime de pensions du Canada, l'Assurance-emploi, l'indemnisation des accidentés du travail, l'impôt sur le revenu, l'assurance de

responsabilité civile, etc. Vos taux horaires ou quotidiens devraient refléter les coûts des frais généraux ainsi que des jours non travaillés en raison de congés statutaires, de congés de maladie et de congés.

3. Le paiement des services professionnels et des coûts connexes sera effectué après la réalisation et l'acceptation par les représentants ministériels de chacune des phases des travaux et la soumission d'une ou plusieurs factures détaillant le travail complété et livré jusqu'à maintenant.
4. Assurance de responsabilité civile : nous attirons votre attention sur les clauses des modalités concernant la responsabilité civile et les indemnisations. Il est recommandé que votre proposition financière inclue les coûts d'une assurance de responsabilité civile adéquate pour l'entrepreneur afin de vous protéger et de protéger Sa Majesté des réclamations de responsabilité effectuées par de tierces parties ainsi que des pertes et dommages à des propriétés de la Couronne pour lesquels vous pourriez être tenus légalement responsable.

PARTIE 3 EXIGENCE/ ÉNONCÉ DE TRAVAIL

1. EXIGENCE

Pour offrir des services quotidiens de collecte d'échantillons conformément à l'énoncé de travail décrit ci-après.

2. DURÉE DU CONTRAT

Le contrat proposé s'échelonne du 01 octobre 2013 au 30 septembre 2014

Option de prolongation du contrat :

Il est entendu et convenu que l'entrepreneur accorde à Environnement Canada la possibilité irrévocable de prolonger la durée du contrat proposé pour deux périodes successives d'une année (du 1^{er} octobre 2014 au 30 septembre 2015 et du 1^{er} octobre 2015 au 30 septembre 2016) dans les mêmes conditions.

Environnement Canada peut se prévaloir de cette option en tout temps, en envoyant un avis à l'entrepreneur au moins quinze (15) jours civils avant la date d'expiration du contrat. L'entrepreneur accepte que, pendant la période prolongée du contrat, les taux ou les prix respectent les dispositions établies dans le contrat.

3. MODALITÉS DE PAIEMENT

Si un contrat est accordé, la base de paiement sera établie au moyen de la Proposition financière du soumissionnaire conformément à la Section 2.

Le budget maximal attribué à ce projet ne dépassera pas 103 700 \$ (SVH en sus), (y compris la main-d'œuvre, les coûts connexes, les frais de déplacement et les sous-traitants). Les soumissions dont le coût dépasse ce montant sont irrecevables. Cette divulgation de projet n'oblige pas Environnement Canada à payer ce montant.

4. MÉTHODE DE PAIEMENT

Le paiement sera versé sur présentation de la base de données cartographiques finales et d'une facture détaillée faisant état du travail effectué à ce jour et sur acceptation du travail et de la facture par le représentant du ministère avant le paiement de la facture.

5. AUTORITÉ CONTRACTANTE

Heidi Noble
Agente d'acquisition et d'attribution de contrat
Services des approvisionnements et des contrats
Environnement Canada
Centre canadien des eaux intérieures
867 Lakeshore Road
Burlington, Ontario
L7R 4A6

Téléphone : (905) 319-6982
Télécopieur : (905) 336-8907

6 . ÉNONCÉ DE TRAVAIL

Contexte :

Environnement Canada exploite une station d'échantillonnage environnemental près de Longlac en Ontario. Cette station de recherche et de surveillance fait partie du réseau national des stations RCEPA d'Environnement Canada. La principale raison d'être de cette station est la collecte quotidienne d'échantillons de précipitations. Les données sont recueillies à la fois par des échantillonneurs automatiques et manuels. Nous avons besoin d'un opérateur à contrat pour visiter la station et y récupérer les échantillons de précipitations, et pour peser, sceller, documenter et ranger les échantillons conformément aux procédures d'utilisation normalisées (PUN) du RCEPA. Ensuite, toutes les deux semaines, les échantillons de précipitations sont emballés et expédiés pour analyse au Laboratoire national du RCEPA, situé à Toronto. Il pourrait y avoir un besoin de définir et de récupérer les échantillonneurs passifs chaque semaine ultérieurement. Parmi les autres tâches quotidiennes requises, mentionnons : lecture et enregistrement de diverses jauges, exécution de diagnostics, entretien périodique, dépannage et réparations mineures sur différents appareils d'échantillonnage. Le déneigement de la route d'accès depuis la Kenogamisis Dam Road jusqu'à l'espace clôturé tel que requis et nécessaire.

Énoncé de travail général

1. L'opérateur à contrat (ci-après désigné « l'opérateur » ou « l'entrepreneur ») aura la responsabilité d'entretenir :
 - a. Le collecteur des précipitations : Le collecteur des précipitations quotidiennes doit être entretenu chaque jour entre 7 h et 9 h, heure normale locale (les heures de collecte ne passent pas à l'heure avancée). Cet entretien consiste à remplacer le sac d'échantillonnage des précipitations, à sceller et à réfrigérer l'échantillon, à lire le pluviomètre et le nivomètre et à remplir le formulaire de l'historique des échantillons RCEPA.
2. Une formation sur site sera dispensée. Après trente jours, l'entrepreneur doit obtenir la certification délivrée par l'autorité RCEPA. L'incapacité d'obtenir cette certification entraîne la résiliation du contrat.
3. L'opérateur a la responsabilité d'emballer et d'expédier par messagerie les échantillons au Laboratoire national RCEPA, situé à Toronto (Ontario). Les échantillons de précipitations sont emballés dans des glacières et expédiés toutes les deux semaines. L'opérateur est aussi tenu de ramasser les contenants d'expédition au guichet de Postes Canada le plus près.

L'opérateur se verra attribuer des manifestes préimprimés, ce qui ne le dégage pas de l'obligation de voir à la bonne livraison des échantillons et à leur ramassage par le messenger désigné. Les frais d'expédition ne sont pas à la charge de l'opérateur.

4. L'opérateur a aussi la tâche de voir à l'entretien continu des appareils simples, et celle d'effectuer les réparations mineures à la station d'échantillonnage. L'appareillage est très robuste et exige rarement des réparations non planifiées.
5. L'opérateur doit s'occuper de certaines tâches d'entretien périodique sur site, notamment nettoyer la hotte d'échantillonnage, enlever la neige sur les marches et le palier de la hotte, tondre les herbes afin de garder la végétation à une hauteur raisonnable dans la zone du complexe désignée ou clôturée. La propreté générale de l'emplacement d'échantillonnage immédiat incombe à l'opérateur, ce qui comprend aussi l'enlèvement des déchets et des ordures du site.
Ces tâches se déroulent à proximité d'équipement de recherche et de surveillance sensible et coûteux, il est donc essentiel que l'entrepreneur comprenne la nécessité d'éviter toute action pouvant perturber les données.
6. L'opérateur doit connaître les conditions météorologiques locales quotidiennes. Généralement, il connaît bien ces conditions parce qu'il demeure à proximité.
7. L'opérateur sur site est tenu de faire rapport à l'autorité RCEPA une fois par mois par téléphone. On lui fournira pour les situations d'urgence un numéro de téléphone et le nom d'un responsable. Seule l'autorité RCEPA a le pouvoir d'apporter une quelconque modification au programme d'échantillonnage. L'entrepreneur doit être informé de toutes les modifications apportées, soit de vive voix, soit par écrit, ou des deux façons.

Conditions générales

1. L'entrepreneur doit nommer au moins deux personnes : un opérateur principal et un opérateur suppléant. L'opérateur suppléant doit effectuer la visite de la station de mesure au moins une fois par mois.
2. Les opérateurs principal et suppléant doivent maîtriser l'anglais (aussi bien à l'oral qu'à l'écrit).
3. Tous les opérateurs sur site (y compris le suppléant désigné) doivent être disponibles pour deux inspections par année et pour obtenir, au besoin, leur certification. Les inspections se dérouleront pendant des périodes de collecte normales des échantillons et dureront moins de deux heures chacune.
4. Il est interdit de fumer à moins de 500 mètres du complexe. Aucun véhicule ne doit s'approcher au-delà de la zone de stationnement désignée. L'entrepreneur ne doit pas pénétrer dans le bâtiment avec des habits ou des chaussures contaminés.
5. L'entrepreneur ne doit pas introduire dans la station RCEPA des composés toxiques ou de contamination, comme des produits à base de pétrole, des savons, des désinfectants, du chasse-moustiques. Il est aussi interdit d'utiliser dans le complexe ou à proximité des peintures, des solvants ou des colles.
6. L'entrepreneur doit nettoyer et laver l'intérieur du bâtiment, lorsque requis, en employant seulement l'eau distillée ou déminéralisée fournie par Environnement Canada, et enlever la poussière soit en époussetant ou en passant l'aspirateur.
7. L'entrepreneur doit contribuer à assurer la sécurité du site en appliquant les consignes d'utilisation des verrous. Toute activité suspecte ou falsification de l'appareillage de la station doit être rapportée à l'inspecteur régional, ainsi que tout événement ou activité pouvant compromettre l'intégrité de l'échantillonnage.

Description détaillée des tâches à accomplir :

Pour le Réseau canadien d'échantillonnage des précipitations et de l'air (RCEPA) :

1. Instructions RCEPA pour l'échantillonnage des précipitations, l'expédition et l'entretien :

- 1.1. Les instructions exposées sommairement dans l'énoncé de travail de ce contrat sont de nature générale. Toutes les tâches d'échantillonnage, d'expédition et d'entretien doivent être exécutées

conformément aux directives du manuel de référence des opérations sur site - Précipitation, RCEPA, avril 1985; en respectant les procédures d'utilisation normalisées d'échantillonnage des précipitations du RCEPA, de même que toutes les modifications apportées à ce manuel. Il se peut que durant la visite quotidienne les opérateurs aient à s'occuper d'autres collecteurs, d'échantillonneurs passifs et de divers instruments climatologiques et météorologiques.

2. Procédure de collecte des échantillons de précipitations :

- 2.1. L'entrepreneur aura à parcourir à pied la distance qui sépare le site RCEPA de la zone de stationnement désignée, soit entre 50 et 100 mètres jusqu'au complexe des instruments.
- 2.2. L'échantillonnage des collecteurs quotidiens a lieu chaque jour, et les procédures doivent être suivies qu'il y ait eu ou non des précipitations dans les dernières 24 heures. Les formulaires sur l'historique de l'échantillonnage doivent être remplis chaque jour. Avant de procéder à un remplacement quotidien d'échantillon, un sac de plastique propre doit être placé dans les godets de rechange du collecteur de la hotte de manipulation de l'échantillon, suivant en cela les procédures exposées dans les PUN du RCEPA.
- 2.3. Le site doit être visité chaque jour entre 7 h et 9 h, heure normale locale (toutes les fonctions et tous les enregistrements ont lieu à l'heure normale locale, quelle que soit la période de l'année). À l'arrivée sur le site d'échantillonnage, qu'il pleuve ou qu'il neige, il faut mettre en œuvre la procédure suivante :
 - a) Vérifier que tous les collecteurs de précipitations fonctionnent correctement.
 - b) Retirer du collecteur les godets de collecte qui contiennent l'échantillon des dernières 24 heures.
 - c) Enlever les couvercles des nouveaux godets de collecte et les installer sur les godets renfermant l'échantillon des dernières 24 heures.
 - d) Installer les nouveaux godets de collecte dans les collecteurs de précipitations.
 - e) Mesurer la hauteur des précipitations (pluie, neige ou mélange) avec la jauge de précipitation qui convient et consigner la valeur.
- 2.4. De retour dans l'immeuble de stockage, les procédures que voici doivent être réalisées en vue de préparer les échantillons pour leur rangement et leur expédition à venir :
 - a) Retirer les couvercles des godets de collecte et jeter les sacs de couvercle usagés.
 - b) Avec des gants jetables propres, retirer les sacs d'échantillon des godets de collecte en évitant de replier le haut du sac.
 - c) Placer les sacs d'échantillon, qu'ils soient vides ou qu'ils contiennent des précipitations, dans la thermoscelleuse.
 - d) Enlever tout l'air dans les sacs et sceller les sacs au-dessus de l'échantillon. Les échantillons plus volumineux (500 grammes ou plus) doivent être divisés selon les PUN du RCEPA afin de prévenir les ruptures ou les pertes durant l'expédition.
 - e) Sur l'extérieur des sacs, apposer les étiquettes numérotées appropriées.
 - f) Contrôler la balance avec l'étalon de 200 g et consigner le poids lu dans le formulaire sur l'historique des échantillons.
 - g) Mettre les sacs d'échantillon scellés sur la balance et consigner leur poids dans le formulaire sur l'historique des échantillons.
 - h) Déposer les sacs d'échantillon, qu'ils soient vides ou qu'ils contiennent des précipitations, dans le contenant en plastique et ranger ce contenant dans le réfrigérateur.
 - i) Achever de remplir le formulaire sur l'historique des échantillons en recourant aux codes appropriés et en employant une ligne pour chaque journée.

3. Entretien du collecteur RCEPA

- 3.1. L'entrepreneur est requis de procéder à l'entretien périodique du collecteur RCEPA pour qu'il fonctionne correctement, pour qu'il soit toujours propre, et (en hiver) qu'il soit exempt de glace et de neige. Chaque jour, l'entrepreneur doit :
 - a) Vérifier les plaques sensibles, les nettoyer avec de l'eau le cas échéant, ou, au besoin, les remplacer.

- b) Dégager la neige et la glace afin d'empêcher une accumulation pouvant entraver le bon fonctionnement du collecteur.
- c) Le verso du couvercle est garni d'un joint d'étanchéité propre; l'entrepreneur vérifiera chaque jour ce joint à la recherche de dommage, de condensation et de saleté, et le remplacera au besoin. Le joint du couvercle est remplacé normalement chaque premier mardi du mois.
- d) Chaque jour, on vérifie le déplacement du couvercle afin de s'assurer d'un entraînement correct par le moteur électrique, d'un mouvement régulier et d'un bon basculement marche-arrêt.
- e) L'entrepreneur effectuera d'autres tâches d'entretien ou de réparation, telles que requises par l'autorité RCEPA désignée (ci-après appelée autorité RCEPA ou inspecteur désigné).

- 3.2. Si le collecteur RCEPA ou l'appareillage connexe fonctionne anormalement, ou cesse de fonctionner complètement, l'entrepreneur doit contacter l'inspecteur désigné en poste afin d'obtenir un avis ou de connaître la marche à suivre.
- 3.3. Sauf indication contraire, l'entrepreneur ne doit pas ouvrir le couvercle de l'entraînement du moteur du collecteur pour en faire l'entretien. Cette tâche relève de « l'inspecteur désigné » qui l'effectue périodiquement, ou quand l'entrepreneur lui en fait la demande.
- 3.4. Les pannes d'équipement ou les ruptures de stock doivent être rapportées sur le champ à « l'inspecteur désigné ».
- 3.5. L'entrepreneur et un observateur secondaire doivent être disponibles pour accompagner un inspecteur sur le site lors d'activités d'entretien ou de formation qui ne totalisent pas plus de 10 heures additionnelles durant l'année.
- 3.6. Tous les deuxièmes mardis du mois, en suivant les procédures ci-dessous, les échantillons sont placés dans les boîtes d'expédition des échantillons et envoyés, le jour même, par messagerie, au Laboratoire RCEPA :
 - a) Embaquer les contenants de plastique renfermant les sacs d'échantillon dans les boîtes d'expédition.
 - b) S'il n'y a pas assez d'échantillons pour remplir la boîte, combler avec des contenants vides.
 - c) Insérer des sachets réfrigérants sur le pourtour intérieur de chaque boîte d'expédition.
 - d) Placer deux exemplaires du formulaire sur l'historique des échantillons dans un sac à fermeture à glissière et déposer le sac sur les contenants.
 - e) Insérer sur le dessus des contenants un couvercle en mousse isolante et fermer la boîte avec du ruban adhésif.
 - f) Remplir un connaissance d'expédition et déposer les boîtes chez le messager, ou les faire ramasser en vue de leur expédition à l'adresse suivante :

CAPMoN Precipitation Samples
Environnement Canada
4905 Dufferin Street
Toronto, ON. M3H 5T4

4. **Déneigement :**

- 4.1. Le déneigement de la route d'accès depuis la Kenogamisis Dam Road jusqu'à l'espace clôturé tel que requis et nécessaire, ce qui comprend au besoin d'enlever la neige accumulée ou de la pousser en amas pour dégager des zones.
- 4.2. Le coût du déneigement sera indiqué par voyage et jusqu'à concurrence de vingt (20) voyages par année.
- 4.3. Le déneigement sera facturé mensuellement à titre d'élément distinct.

5. **Échantillonneur passif du Réseau canadien d'échantillonnage des précipitations et de l'air (s'il est requis ultérieurement)**

- 5.1 Il pourrait y avoir un besoin de définir et de récupérer les échantillonneurs passifs chaque semaine ultérieurement. Les procédures normalisées d'exploitation (PNE) sont propres à l'échantillonnage des échantillonneurs passifs. Les consignes données dans l'énoncé de travail du présent contrat sont de nature générale. Tous les travaux d'échantillonnage, d'expédition et d'entretien doivent être exécutés

conformément au Manuel d'utilisation – Procédures normalisées d'exploitation d'échantillonnage passif, et conformément à toute modification apportée au manuel susmentionné.

5.2 Besoins quotidiens

- a) Une inspection visuelle de l'échantillonneur passif et des filtres est nécessaire. Il faut régler et consigner tout problème observé.
- b) Il faut consigner tous les événements qui peuvent nuire à la qualité de l'air au site d'échantillonnage (comme des phénomènes météorologiques inhabituels, des incendies de forêt, l'utilisation de véhicules motorisés, etc.).

5.3 Exigences en matière de changement de filtre toutes les semaines

- a) Les échantillons passifs sont changés tous les sept (7) jours ou les et expédiés au laboratoire, tel qu'il est défini dans les procédures normalisées d'exploitation.

Exigences

1. Expérience antérieure en collecte d'échantillons environnementaux ou toute combinaison acceptable de formation et/ou d'expérience.
2. Disponibilité d'un opérateur suppléant.
3. L'entrepreneur doit connaître les conditions météorologiques locales, et pour ce faire il est nécessaire qu'il demeure dans la région proche.
4. Ce travail exige que l'entrepreneur maîtrise l'anglais (à l'oral et à l'écrit).

Conditions

1. Tous les entrepreneurs et leur personnel doivent se soumettre à une enquête de sécurité menée par Environnement Canada. C'est une obligation pour entrer dans les installations du gouvernement et se servir de l'équipement fourni par ce dernier. L'enquête de sécurité pourrait se traduire par des vérifications supplémentaires de la part de corps policiers locaux. S'il y a lieu, les coûts de prise des empreintes digitales sont à la charge de l'entrepreneur.
2. Au moment de l'octroi du contrat, on exigera une preuve d'assurance responsabilité civile.
3. L'entrepreneur doit s'assurer que le risque associé au fait qu'il s'agit d'un travail effectué seul dans un endroit isolé est bien pris en compte. Généralement, la solution retenue est une sorte de surveillance mutuelle dans laquelle un responsable vérifie chaque jour que l'opérateur sur site est bien revenu de la station d'échantillonnage.

6. ÉVALUATION DES SOUMISSIONS

Environnement Canada évaluera les soumissions reçues en fonction des facteurs suivants :

- a) conformité avec les modalités de cette demande de soumissions;
- b) évaluation de tous les produits livrables incluant la demande de soumissions techniques;
- c) autres critères (c.-à-d. la date de livraison, le prix d'une proposition conforme sur le plan technique).

7.1 Critères d'évaluation

ÉVALUATION DES PROPOSITIONS ET ATTRIBUTION DU CONTRAT : Les propositions seront évaluées conformément aux critères énoncés à la rubrique « critères d'évaluation ».

Le contrat sera attribué en fonction de la meilleure valeur compte tenu du mérite technique et du prix, parmi les propositions qui répondent aux critères obligatoires de la demande de propositions (DP) et qui ont obtenu plus de 70 points à l'évaluation.

Le soumissionnaire ayant obtenu la note la plus élevée pour une proposition technique conforme recevra 70 % pour cette partie de l'évaluation. Toutes les propositions conformes ayant obtenu des notes moins élevées recevront un pourcentage calculé au prorata de la note la plus élevée pour une proposition conforme.

De même, la proposition conforme ayant proposé le prix le moins élevé recevra 30 % pour cette partie de l'évaluation. Toutes les propositions conformes dont le prix est plus élevé recevront un pourcentage calculé au prorata du prix le plus faible pour une proposition conforme.

La soumission conforme qui obtiendra le pourcentage total le plus élevé au terme du processus ci-dessus sera considérée comme celle présentant la meilleure valeur pour l'État.

Exigences Obligatoires

1.	Preuve que l'opérateur détient un permis de conduire valide de l'Ontario.	
2.	Preuve d'assurance de responsabilité civile (une lettre d'un courtier d'assurance autorisé, indiquant qu'un devis a été reçu, est requise). Au moment de l'octroi du contrat, une preuve d'assurance de responsabilité sera exigée.	
3.	1. Avant l'attribution d'un contrat, Tous les entrepreneurs et leur personnel doivent se soumettre à une enquête de sécurité menée par Environnement Canada. L'enquête de sécurité pourrait se traduire par des vérifications supplémentaires de la part de corps policiers locaux. S'il y a lieu, les coûts de prise des empreintes digitales sont à la charge de l'entrepreneur.	

Critères cotés par points

1.	Expérience antérieure en collecte d'échantillons environnementaux ou toute combinaison acceptable de formation et/ou d'expérience en collecte d'échantillons.	20
2.	La disponibilité d'un opérateur suppléant doit faire partie de toute proposition.	15
3.	Le soumissionnaire est capable de fournir le service en commençant entre 7 h et 9 h (heure normale localen), sept jours par semaine, toute l'année.	10
4.	L'entrepreneur doit consigner les conditions météorologiques locales et, pour cela, il est nécessaire qu'il demeure à proximité de la station.	10

5.	Les coordonnées d'au moins deux références ou anciens clients qui peuvent attester de la qualité du travail et de la fiabilité de l'entrepreneur sont exigées.	10
6.	Ce travail exige que l'entrepreneur maîtrise l'anglais (à l'oral et à l'écrit).	10
7.	L'entrepreneur doit disposer d'un moyen de transport fiable (camion ou voiture). La description du moyen de transport qui sera utilisé dans le cadre du contrat est requise.	10
8.	L'entrepreneur doit s'assurer que le risque associé au fait qu'il s'agit d'un travail effectué seul dans un endroit isolé est bien pris en compte, et la solution retenue doit être décrite et jointe au dossier de la soumission. Généralement, la solution retenue est un système de surveillance mutuelle selon lequel un responsable vérifie chaque jour que l'opérateur est bien revenu de la station d'échantillonnage.	15
	total	100

PROPOSITION TECHNIQUE :

Votre proposition technique devrait être concise et devrait traiter des points suivants. Nous attirons votre attention sur la clause précédente intitulée « Critères d'évaluation », selon laquelle la proposition technique sera évaluée.

- (a) Décrivez votre approche et la méthodologie que vous entendez adopter pour satisfaire aux exigences, le taux de succès escompté, et les principales difficultés prévues. Nous vous recommandons de fournir suffisamment de détails pour démontrer que vous comprenez bien les problèmes et que vous êtes en mesure de les résoudre.
- (b) Faites votre demande de dérogation aux exigences, le cas échéant, et exposez les motifs de cette demande.
- (c) Fournissez le nom des employés qui seront affectés à ce projet, et décrivez leur expérience, leur formation et leurs qualifications.
- (d) Précisez comment vous entendez contrôler la gestion du programme, et fournissez le nom du gestionnaire de projet qui sera responsable du contrôle du projet dans son ensemble.
- (e) Décrivez l'expérience de votre organisation, particulièrement en rapport avec ce projet. Joindre de la littérature technique et/ou des brochures.
- (f) Préparez un plan de travail détaillé correspondant aux tâches décrites dans l'énoncé des travaux ci-joint.

Coûts

Les propositions seront évaluées sur 100%

Le proposition ayant obtenu la note la plus élevée pour une proposition technique conforme recevra 70 % pour cette partie de l'évaluation. Toutes les propositions conformes ayant

obtenu des notes moins élevées recevront un pourcentage calculé au prorata de la note la plus élevée pour une proposition conforme.

La proposition conforme ayant proposé le prix le moins élevé recevra 30 % pour cette partie de l'évaluation. Toutes les propositions conformes dont le prix est plus élevé recevront un pourcentage calculé au prorata du prix le plus faible pour une proposition conforme.

Toute proposition obtenant un pointage total inférieur à 70 % sera exclue du processus.

Les propositions totalisant plus de (y compris la main-d'oeuvre, les coûts associés, les voyages et les sous-traitants) \$103,700.00 + HST ne seront pas considérées.

La proposition de prix devrait comprendre une ventilation détaillée du prix proposé total. La proposition de prix devrait aborder chacun des éléments suivants, le cas échéant :

- (a) Main-d'œuvre :
- (b) Équipement :
- (c) Fournitures :
- (d) Contrats de sous-traitance: Dresser la liste de chacun des contrats de sous-traitance proposés, décrire les travaux à exécuter et donner une ventilation des coûts.

Proposition de prix pour la présentation d'une soumission :

L'entrepreneur doit indiquer un tarif quotidien qui tient compte de toutes les exigences décrites dans l'énoncé de travail. Le tarif quotidien doit prendre en compte toutes les dépenses liées au contrat pour chaque année comprise dans la période du contrat (total des dépenses annuelles/365 jours). L'entrepreneur doit présenter une facture mensuelle faisant état du nombre de jours pendant lesquels des services ont été fournis, au moment où les services pour le mois en question sont terminés. Le total annuel comprend :

- 1) Frais de déplacement à destination et en provenance de la station du RCEPA, p. ex. entretien du véhicule, carburant et assurance.
- 2) Dépenses liées à la livraison d'échantillons et à la cueillette de contenants d'expédition toutes les deux semaines au bureau de poste ou de Purolator le plus près.
- 3) Dépenses liées à la rémunération du travail.
- 4) Dépenses liées à l'assurance de responsabilité civile.

7.2 **Méthodes de sélection**

Toute proposition ne répondant pas aux exigences obligatoires de la Demande de propositions sera jugée non conforme et ne sera pas retenue. Environnement Canada cessera d'évaluer votre proposition dès qu'il est jugé que votre soumission est non conforme.

Un contrat sera attribué en fonction de la meilleure valeur en tenant compte du mérite technique et du prix des propositions répondant aux exigences obligatoires de la Demande de propositions.

8. **DOCUMENTATION T4A**

En plus des directives sur la facturation T4A supplémentaire décrites ci-dessous, Environnement Canada contactera l'entrepreneur sélectionné pour obtenir la documentation T4A requise **avant l'attribution du contrat**. **Tout entrepreneur refusant de fournir cette information obligatoire se verra refuser l'attribution du contrat.**

Directives supplémentaire concernant la facturation

Conformément à l'alinéa 221 (1)(d) de la Loi de l'impôt sur le revenu, les paiements effectués par les ministères et organismes en vertu de contrats de services applicables (incluant les contrats impliquant une combinaison de biens et services) doivent être inscrits sur un bordereau T4A supplémentaire. Pour se conformer à cette exigence, les entrepreneurs doivent fournir les informations suivantes sur chaque facture :

(a) le nom légal de l'entité ou de la personne, s'il y a lieu, c.-à-d. le nom associé au numéro d'assurance sociale ou au numéro d'entreprise (NE), de même que l'adresse et le code postal;

(b) le statut de l'entrepreneur, c.-à-d. individuel, entreprise non incorporée ou corporation;

(c) pour les personnes ou les entreprises non incorporées, le NAS de l'entrepreneur et, s'il y a lieu, le NE ou, s'il y a lieu, le numéro de Taxe sur les produits et services (TPS)/Taxe de vente harmonisée (TVH);

(d) pour les corporations, le NE ou, s'il n'est pas disponible, le numéro de TPS/TVH. S'il n'y a pas de numéro de NE ou de TPS/TVH, le numéro de Taxe sur les corporations T2 doit être inscrit; et,

(e) la certification suivante signée par l'entrepreneur ou un agent autorisé :

« Je certifie que j'ai examiné les informations fournies ci-dessus, incluant le nom légal, l'adresse et l'identificateur de Revenu Canada, (c) ou (d) s'il y a lieu, et qu'elles sont exactes et complètes et qu'elles divulguent entièrement l'identité de cet entrepreneur. »

PARTIE 4 MODALITÉS DE PAIEMENT

TP1 MÉTHODES DE PAIEMENT

- 1.1 L'entrepreneur ne devra pas faire en sorte qu'il y ait ou qu'il encoure des dépenses au nom de Sa Majesté sans obtenir au préalable l'autorisation de l'autorité contractante.
- 1.2 Les frais de voyage, de subsistance et autres dépenses diverses qui résultent directement de la quittance des obligations indiquée dans la présente peuvent être remboursés au coût réel sans indemnisation pour la marge commerciale ou la marge de profit.

Les factures originales ou des copies certifiées conformes doivent être soumises pour le remboursement.

Les frais de voyage ou de subsistance seront remboursés conformément aux directives du Conseil du Trésor.

De telles dépenses requièrent l'approbation préalable du représentant ministériel.

TP2 MÉTHODES DE PAIEMENT

- 2.1 Une réclamation sous la forme détaillée certifiée par l'entrepreneur en ce qui a trait à la précision de son contenu sera soumise au représentant ministériel.
- 2.2 Le paiement de Sa Majesté à l'entrepreneur pour les travaux sera effectué :
 - 2.2.1 Dans le cas d'un paiement d'étape autre qu'un paiement final, dans les trente (30) jours suivant la date à laquelle une réclamation de paiement d'étape est reçue en vertu des modalités du contrat;
 - 2.2.2 Dans le cas d'un paiement final dans les trente (30) jours suivant la date de réception d'une réclamation finale de paiement ou dans les trente (30) jours suivant la date à laquelle les travaux sont complétés, selon le dernier terme atteint.
 - 2.2.3 Si le représentant ministériel a une objection concernant la forme de la réclamation de paiement, il devra, dans les quinze (15) jours suivant sa réception, aviser par écrit l'entrepreneur de la nature de l'objection.

TP3 PAIEMENT D'INTÉRÊTS POUR LES COMPTES EN SOUFFRANCE

- 3.1 Dans cette Partie, un montant est « dû et payable » lorsqu'il est dû et payable par Sa Majesté à l'entrepreneur en vertu des dispositions du contrat.
- 3.2 Aux fins de cette Partie, un montant est en souffrance lorsqu'il n'est pas payé le premier jour suivant celui où il est dû et payable.
- 3.3 Dans cette Partie, la « date de paiement » signifie la date de la valeur négociable établie par le Receveur général du Canada et donnée pour le paiement d'un montant dû et payable.
- 3.4 Dans cette Partie, le « taux bancaire » signifie le taux d'escompte des intérêts établi par la Banque du Canada.
- 3.5 Sa Majesté sera tenue de payer à l'entrepreneur des intérêts simples au « taux moyen » plus 3 p. cent par année pour tout montant en souffrance, à partir du jour où le montant devient en souffrance jusqu'à la date du paiement. Les intérêts seront payés

sans avis par l'entrepreneur pour le paiement qui a été pendant plus de 15 jours. Pour les paiements effectués dans les 15 jours suivant la date où le paiement devient en souffrance, les intérêts seront payés à la demande de l'entrepreneur. Les intérêts ne seront pas payables dans le cas de paiements anticipés en souffrance.

- 3.6 Sa Majesté ne sera pas tenue de payer à l'entrepreneur tout intérêt sur un intérêt non payé.

TP4 TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

La Taxe sur les produits et services (TPS) est, à moins d'avis contraire dans la présente, exclue du prix du contrat. La TPS, jusqu'à concurrence de la limite applicable, sera incorporée dans toutes les factures et réclamations de paiements d'étape effectuées à la date ou après la date de l'introduction de cette taxe et sera payée par le gouvernement Canada. L'entrepreneur convient de remettre toute TPS payée ou due à Revenu Canada. Toutes les factures soumises incluant la TPS listeront la TPS comme un élément distinct ou contiendront un énoncé à l'effet que la TPS est incluse dans le prix de la facture.

PARTIE 5 CONDITIONS GÉNÉRALES

GC1 INTERPRÉTATION

- 1.1 Dans ce contrat,
- 1.1.1 « Contrat » signifie les documents du contrat auquel il est fait référence dans les Articles de l'entente;
- 1.1.2 « Invention » signifie tout art, processus, appareil, fabrication ou composition de matières nouveaux et utiles ou toute amélioration utile à cet égard;
- 1.1.3 « Ministre » inclut une personne agissant au nom de, ou si le poste est vacant, à la place du Ministre et des successeur du Ministre dans le bureau et le Sous-ministre ou Sous-ministre légitime du Ministre et tout Ministre ou ses représentants nommés aux fins de ce contrat;
- 1.1.4 « Travaux », à moins d'être exprimé autrement dans le contrat, signifie tout ce que l'entrepreneur doit faire, fournir ou livrer, pour se conformer aux obligations de l'entrepreneur en vertu du contrat;
- 1.1.5 « Représentant ministériel » signifie l'agent ou l'employé de Sa Majesté qui est désigné par les Articles de l'entente et inclut une personne autorisée par le représentant ministériel à effectuer toutes les fonctions du représentant en vertu du contrat;
- 1.1.6 « Prototype » inclut des modèles, des exemples et des échantillons;

- 1.1.7 « Documentation technique » signifie les concepts, les rapports, les photographies, les dessins, les plans, les spécifications, les logiciels informatiques, les enquêtes, les calculs et autres données, les informations et les données recueillies, informatisées, extraites ou produites, incluant les imprimés informatiques.

GC2 SUCESSEURS ET AYANTS DROIT

Le contrat s'applique au bénéfice des parties à la présente et de leurs héritiers légitimes, leurs exécuteurs testamentaires leurs administrateurs, leurs successeurs et leurs ayants droit et lie ces derniers.

GC3 ACTE DE CESSION

- 3.1 Le contrat ne sera pas cédé en tout ou en partie par l'entrepreneur sans le consentement écrit préalable du Ministre et toute cession effectuée sans son consentement est nulle et non avenante.
- 3.2 La cession du contrat ne relève pas l'entrepreneur de ses obligations aux termes du contrat ni ne confère d'obligations à Sa Majesté ou au Ministre.

GC4 RIGUEUR DES DÉLAIS

- 4.1 Les délais impartis dans le contrat sont de rigueur.
- 4.2 Tout délai encouru par l'entrepreneur dans l'exécution des obligations de l'entrepreneur en vertu du contrat qui est imputable à un événement en dehors du contrôle de l'entrepreneur et qui n'aurait pas pu être évité par l'entrepreneur sans l'ajout de coûts non raisonnables par l'utilisation de plans de rechange incluant des sources alternatives ou d'autres moyens, constitue un délai justifiable. Ces événements peuvent inclure, sans y être limité, des calamités naturelles, des actes de Sa Majesté, des actes de gouvernements locaux ou provinciaux, des incendies, des inondations, des épidémies, des restrictions dues à une quarantaine, des grèves ou une agitation ouvrière, des embargos sur les marchandises et des phénomènes météorologiques violents inhabituels.
- 4.3 L'entrepreneur avisera le Ministre immédiatement après l'occurrence d'un événement qui cause un délai justifiable. L'avis indiquera la cause et les circonstances du délai ainsi que la partie des travaux affectée par le délai. Lorsque le représentant ministériel lui demandera de le faire, l'entrepreneur remettra une description dans une forme satisfaisante pour le Ministre de plans de rechange incluant des sources alternatives et tout autre moyen que l'entrepreneur utilisera pour remédier au délai et favoriser la prévention de tout délai futur. Après l'approbation écrite du Ministre des plans de rechange, l'entrepreneur mettra les plans de rechange en application et utilisera tous les moyens raisonnables pour recouvrer le temps perdu à la suite du délai justifiable.

- 4.4 À moins que l'entrepreneur ne se conforme aux exigences de l'avis établies dans le contrat, tout délai constituerait un délai justifiable et sera considéré comme n'étant pas un délai justifiable.
- 4.5 Nonobstant le fait que l'entrepreneur se soit conformé aux exigences de **GC4.3**, Sa Majesté peut exercer tout droit d'interruption contenu dans **GC8**.

GC5 RESPONSABILITÉ ET INDEMNISATION

- 5.1 L'entrepreneur indemniser et prémunira Sa Majesté et le Ministre contre toutes les pertes ou les dommages, réclamations, coûts, dépenses, poursuites et autres procédures, faites, maintenues, déposés, portés en justice ou risquant d'être déposés ou portés en justice, pour toute raison, causés par ou attribuables à toute blessure ou décès d'une personne ou toute perte ou tout dommage à la propriété découlant de tout acte de négligence ou volontaire, omission ou retard de la part de l'entrepreneur, des employés ou agents de l'entrepreneur lors de l'exécution des travaux ou résultant de ces travaux.
- 5.2 L'entrepreneur indemniser Sa Majesté et le Ministre pour tous les coûts, frais et dépenses de toute nature que Sa Majesté subit ou encourt lors ou en raison de toute réclamation, action en justice, poursuite et procédure pour l'utilisation de l'invention revendiquée par brevet, ou violation ou violation alléguée du droit d'auteur de tout brevet ou de tout concept industriel enregistré ou de tout droit d'auteur résultant du respect des obligations de la part de l'entrepreneur en vertu du contrat et en ce qui a trait à l'utilisation ou à l'élimination par Sa Majesté de toute chose fournie à la suite du contrat.
- 5.3 La responsabilité de l'entrepreneur d'indemniser ou de rembourser Sa Majesté en vertu du contrat n'affectera pas ou ne causera pas de préjudice à Sa Majesté dans l'exercice de tout autre droit légal.
- 5.4 Il est entendu et convenu par les parties à la présente que Sa Majesté ne sera pas tenue responsable des réclamations concernant des décès, maladies, blessures ou incapacité que peuvent subir les employés ou agents à l'emploi de l'entrepreneur en raison de leur négligence lors de la prestation des services décrits dans la présente.
- 5.5 Il est également entendu et convenu par les parties à la présente que l'entrepreneur sera tenu responsable de tout dommage ou perte à la propriété de Sa Majesté occasionné par ou attribué à la prestation des services décrits dans la présente par les employés ou agents de l'entrepreneur.

GC6 AVIS

- 6.1 Lorsqu'il est requis à l'une ou l'autre partie dans le contrat de donner ou de faire part d'avis, de demandes, de directives ou de toute autre communication, cela sera fait

par écrit et la démarche ne sera valide que si les dits écrits sont livrés en personne, envoyés par courrier recommandé, par télégramme ou par télex adressé à la partie à laquelle ils sont destinés à l'adresse mentionnée dans le contrat et tout avis, demande, directive ou autre communication sera jugé avoir été transmis lorsque le reçu postal de l'autre partie en fait foi dans le cas d'un envoi enregistré, lorsqu'il est transmis par un messenger dans le cas d'un télégramme et lorsqu'il est transmis dans le cas d'un télex. L'adresse de l'autre partie peut être changée sous réserve de l'envoi d'un avis selon les modalités prévues à cet effet.

GC7 EFFECTIFS ET MATÉRIAUX CANADIENS

7.1 L'entrepreneur utilisera des effectifs et des matériaux canadiens pour accomplir les travaux dans les limites où ils sont disponibles et conformes à un budget raisonnable et à l'exécution rapide du travail.

GC8 RÉSILIATION OU SUSPENSION

8.1 Le Ministre peut, sur avis écrit à l'entrepreneur, résilier ou suspendre les travaux concernant une ou toutes les parties des travaux non complétés.

8.2 Tous les travaux complétés par l'entrepreneur à la satisfaction de Sa Majesté conformément aux dispositions du contrat et, dans le cas de tous les travaux non complétés avant la remise d'un tel avis, Sa Majesté paiera à l'entrepreneur les coûts tels que fixés en vertu des dispositions du contrat et, en plus, un montant représentant des frais équitables et raisonnables à l'égard de tels travaux.

8.3 En plus du montant que sera payé à l'entrepreneur en vertu de **GC8.2**, l'entrepreneur sera remboursé pour les coûts pour l'entrepreneur d'un imprévu résultant de l'annulation des obligations à la suite d'un tel avis et des obligations encourues par l'entrepreneur ou auxquelles il est sujet en ce qui a trait aux travaux.

8.4 Les paiements et les remboursements en vertu des dispositions de **GC8** seront effectués sous réserve qu'il soit établi à la satisfaction du Ministre que les coûts et dépenses ont réellement été encourues par l'entrepreneur et qu'ils sont également justes et équitables et qu'ils sont bien attribuables à la réalisation ou à la suspension des travaux ou de la partie complétée de ceux-ci.

8.5 L'entrepreneur ne pourra pas être remboursé de tout montant qui, pris dans son ensemble avec tout montant payé ou devenant dû à l'entrepreneur en vertu du contrat, excède le prix du contrat applicable aux travaux ou à une partie précise de ceux-ci.

8.6 L'entrepreneur ne pourra pas faire de réclamation pour dommages, compensation, perte de profits, indemnité ou autre en raison ou découlant directement ou indirectement de toute mesure prise ou de tout avis donné par le Ministre en vertu des dispositions de **GC8**, sauf dans les cas expressément prévus dans la présente.

GC9 RÉSILIATION SUITE AU DÉFAUT DE L'ENTREPRENEUR

- 9.1 Sa Majesté peut, sur avis à l'entrepreneur, résilier les travaux en tout ou en partie si :
- (i) l'entrepreneur fait faillite ou devient insolvable, ou une ordonnance de séquestre est émise contre l'entrepreneur, ou si un acte de cession est fait au nom de créanciers, ou si une ordonnance est décrétée ou si une résolution est adoptée pour la liquidation de l'entrepreneur, ou si l'entrepreneur profite de tout statut encore en vigueur en relation avec la faillite ou les débiteurs insolvable, ou
 - (ii) l'entrepreneur fait défaut de respecter toute obligation de l'entrepreneur en vertu du contrat ou, de l'avis du Ministre, fait ainsi défaut de faire progresser les travaux de façon à compromettre le rendement du contrat conformément à ses modalités.
- 9.2 Dans l'éventualité où Sa Majesté résilie les travaux en tout ou en partie en vertu de **GC9.1**, Sa Majesté peut prendre des arrangements, selon de telles modalités et d'une façon que Sa Majesté juge appropriée, pour les travaux à être complétés qui l'ont été, et l'entrepreneur sera responsable envers Sa Majesté de tout dépassement des coûts relié à la réalisation complète des travaux.
- 9.3 Après le parachèvement des travaux en vertu de **GC9.1**, le Ministre peut exiger que l'entrepreneur remette et transfère le droit à Sa Majesté, de la façon et selon les directives du Ministre, relatif à tous les travaux complétés qui n'ont pas été livrés et acceptés au préalable et à tout matériau ou travaux en cours que l'entrepreneur a spécifiquement acquis ou produit pour la réalisation du contrat. Sa Majesté paiera l'entrepreneur pour tous travaux de la sorte complétés et livrés conformément à une telle directive et acceptés par sa Majesté, les coûts de l'entrepreneur pour de tels travaux plus la fraction de tous les frais établis par le dit contrat et paiera ou remboursera à l'entrepreneur les coûts justes et raisonnables de l'entrepreneur pour tous les matériaux ou travaux en cours livrés à Sa Majesté conformément à une telle directive. Sa Majesté peut retenir des montants dus à l'entrepreneur de telles sommes que le Ministre juge nécessaires pour protéger Sa Majesté contre des coûts excessifs reliés au parachèvement des travaux.
- 9.4 L'entrepreneur ne pourra pas être remboursé de tout montant qui, considéré globalement avec tout montant payé ou devenant dû à l'entrepreneur en vertu du contrat, excède le prix du contrat applicable aux travaux ou à une partie précise de ceux-ci.
- 9.5 Si, après que le Ministre ait émis un avis de résiliation en vertu de **GC9.1**, il est jugé par le Ministre que le défaut de l'entrepreneur est du à des causes hors du contrôle de l'entrepreneur, un tel avis de résiliation sera jugé comme ayant été émis en vertu de **GC8.1** et les droits et obligations des parties à la présente seront sous la gouverne de **GC8.1**.

GC10 DOSSIERS À ÊTRE CONSERVÉS PAS L'ENTREPRENEUR

- 10.1 L'entrepreneur conservera les comptes et dossiers appropriés concernant les coûts des travaux et toutes les dépenses faites ou les engagements pris par l'entrepreneur, incluant les factures, les reçus et pièces justificatives, qui seront disponibles en temps opportun pour la vérification et l'inspection par les représentants autorisés du Ministre qui pourra en faire des copies et en utiliser des extraits.
- 10.2 L'entrepreneur facilitera la vérification et l'inspection et fournira aux représentants autorisés du Ministre les mêmes informations qu'au Ministre ou que ceux-ci peuvent de temps à autre demander en référence aux documents dont il est question dans la présente.
- 10.3 L'entrepreneur ne détruira pas les documents auxquels il est fait référence dans la présente sans le consentement écrit du Ministre mais les conservera et les tiendra disponibles pour la vérification et l'inspection pour une durée qui peut être spécifiée ailleurs dans le contrat ou, en l'absence d'une telle indication, pour une durée de deux ans suivant le parachèvement des travaux.

GC11 APPARTENANCE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET AUTRES INCLUANT LES DROITS D'AUTEUR

Interprétation

S/O

Droit de licence

L'entrepreneur déclare et garantit que l'entrepreneur a, ou que l'entrepreneur entreprend les démarches pour l'obtenir, le droit d'accorder au Canada la licence lui permettant d'exercer des droits de propriété intellectuelle à l'égard des renseignements originaux et des renseignements de base, tel que requis par le contrat.

- 11.9 La Couronne requière une licence libre de redevances pour avoir le droit d'utiliser, ou de permettre à une tierce partie de l'utiliser, les renseignements généraux appartenant à l'entrepreneur, pour les activités du gouvernement du Canada. Le droit d'utiliser les renseignements originaux pourrait inclure, sans y être limité, le droit de fabriquer, reproduire et modifier.

GC12 CONFLIT D'INTÉRÊT

- 12.1 L'entrepreneur déclare que l'entrepreneur ne détient aucun intérêt pécuniaire dans l'entreprise de toute autre tierce partie qui causerait un conflit d'intérêt ou semblerait causer un conflit d'intérêt dans le cours de son travail. Si un tel conflit d'intérêt devait

surgir pendant la durée du contrat, l'entrepreneur devra le déclarer immédiatement au représentant ministériel.

12.2 Il est convenu, comme condition au contrat, que :

- (1) Aucun ancien fonctionnaire qui ne se conforme pas au Code régissant la conduite des titulaires de charge publique en ce qui concerne les conflits d'intérêts et l'après-mandat n'obtiendra un avantage direct de ce contrat; et
- (2) pendant la durée du contrat, toute personne embauchée dans le cours de la réalisation de ce contrat devra se conformer aux principes du Code régissant la conduite des titulaires de charge publique en ce qui concerne les conflits d'intérêts et l'après-mandat. Si des intérêts devaient être acquis pendant la durée de ce contrat qui causeraient un conflit d'intérêts ou sembleraient causer un écart à ces principes, l'entrepreneur devra le déclarer immédiatement au représentant ministériel.

GC13 STATUT DE L'ENTREPRENEUR

Il s'agit ici d'un contrat de prestation de services et l'entrepreneur est embauché en vertu de ce contrat en tant qu'entrepreneur indépendant aux fins uniques de fournir un service. Ni l'entrepreneur ni aucun des employés de l'entrepreneur, n'est embauché par ce contrat à titre d'employé ou d'agent de Sa Majesté. L'entrepreneur convient d'être le seul responsable de tous les paiements et/ou déductions qui doivent être faits, incluant ceux requis pour le Régime de pensions du Canada ou le Régime de pensions du Québec, l'Assurance-emploi, les accidents du travail et l'impôt sur le revenu.

GC14 GARANTIE DE L'ENTREPRENEUR

- 14.1 L'entrepreneur garantit que l'entrepreneur a la compétence nécessaire pour effectuer les travaux requis en vertu du contrat du fait que l'entrepreneur possède les titres et qualités nécessaires, incluant les connaissances, les compétences, les aptitudes et les habiletés pour effectuer les travaux.
- 14.2 L'entrepreneur garantit que l'entrepreneur fournira un service de qualité au moins égal à celui auquel les entrepreneurs s'attendraient généralement de la part d'un entrepreneur compétent dans une situation similaire.

GC15 DÉPUTÉ À LA CHAMBRE DES COMMUNES

- 15.1 Aucun député à la Chambre des communes ne peut participer en aucune façon au présent contrat ni en tirer profit.

GC16 AMENDEMENTS

16.1 Aucun amendement ni renonciation à aucune des modalités et dispositions du contrat ne sera considéré valide à moins que l'amendement ne soit fait par écrit.

GC17 EXHAUSIVITÉ DE L'ENTENTE

17.1 Le contrat fait état de la totalité de la seule entente intervenue entre les parties relativement à l'objet du contrat et remplace toute négociation, communication ou autre entente antérieure s'y rapportant, à moins qu'elle ne soit intégrée par renvoi au contrat.

GC18 INTERDICTIONS EN VERTU DU CODE CRIMINEL

Le paragraphe 784(3) du Code criminel interdit à toute personne qui a été condamnée pour une offense de :

- Partie 121 - Fraudes envers le gouvernement
- Partie 124 - Achat ou vente d'une charge
- Partie 418 - Vente d'approvisionnements défectueux à Sa Majesté

de passer un contrat avec le gouvernement ou de tirer profit d'un contrat du gouvernement.

GC19 ÉCO-LOGO

19.1 L'entrepreneur devrait faire tous les efforts pour s'assurer que tous les documents préparés ou livrés en vertu de ce contrat sont imprimés recto-verso sur du papier recyclé certifié Éco-logo ou sur du papier ayant un contenu recyclé après consommation équivalent, dans la mesure où il est possible de s'en procurer.

GC20 UTILISATION DES RÉSEAUX ÉLECTRONIQUES

20.1 Lorsque la réalisation des travaux requière la présence de l'entrepreneur ou de tout autre employé dans les installations de la Couronne et/ou un accès à tout réseau électronique appartenant à la Couronne ou opéré par celle-ci, l'entrepreneur devra se conformer, et s'assurera que le personnel de l'entrepreneur s'y conforme également, à la Politique concernant l'utilisation des réseaux électroniques promulguée sous l'autorité du Ministre de l'Environnement.

GC21 CLAUSE DE CONFIDENTIALITÉ

21.1 Les parties prévoient qu'il sera peut-être nécessaire d'échanger des informations reliées à des processus fabriqués sous licence, des brevets, des marques de commerce, des savoir-faire ou d'autres informations reliées à cette entente et de nature confidentielle. Les parties préserveront la confidentialité de toutes les informations de cette nature pendant la durée de cette entente et pour une période de cinq ans après l'expiration ou la fin de cette entente. Sous réserve de la *Loi sur*

l'accès à l'information, L.R.C. 1985, ch. A-1, les parties conviennent que les modalités de cette entente sont confidentielles et chaque partie utilisera le même niveau de précautions pour éviter qu'elles ne soient divulguées à des tierces parties que celles utilisées pour protéger ses propres informations confidentielles de nature similaire.

PARTIE 6 CONDITIONS ADDITIONNELLES

1. SANCTIONS INTERNATIONALES

- 1.1 Les personnes et les entreprises au Canada sont liées par les sanctions économiques imposées par le Canada en vertu de la *Loi sur les Nations Unies*, L.R.C. (1985), ch. U-2, de la *Loi sur les mesures économiques spéciales*, L.C. (1992), ch. 17, ou de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation*, L.R.C. (1985), ch. E-19. En conséquence, le gouvernement du Canada ne peut pas accepter la livraison de biens ou services qui proviennent, directement ou indirectement, de pays sujets à des sanctions économiques. Au moment de l'attribution du contrat, les règlements suivants entraînent des sanctions économiques :
- a) Règlements Nations Unies Irak;
 - b) Règlements Nations Unies Libye;
 - c) Nations Unies République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro)
- 1.2 Une condition de ce contrat est à l'effet que l'entrepreneur n'approvisionne pas le gouvernement du Canada avec des biens et services qui sont sujets à des sanctions économiques telles que décrites au paragraphe 1 ci-dessus.
- 1.3 Pendant la durée du contrat, s'il devait arriver que l'ajout d'un pays à la liste des pays sanctionnés ou l'ajout d'un bien ou service à la liste des biens et services sanctionnés entraîne une impossibilité de rendement pour l'entrepreneur, la situation sera traitée par les parties en tant que force majeure. L'entrepreneur informera aussitôt le Canada de la situation; les procédures applicables aux forces s'appliqueront par la suite.

2. CLAUSE CONCERNANT LES LOBBYISTES

- 2.1 Certification - Honoraires conditionnels :
- 2.1.1 L'entrepreneur atteste qu'il n'a pas versé ni convenu de verser, directement ou indirectement, et s'engage à ne pas verser, directement ni indirectement, des honoraires conditionnels en rapport à la négociation ou à l'obtention du présent contrat ou en rapport à toute demande ou démarche reliée au présent contrat, à aucune personne autre qu'un employé remplissant les fonctions habituelles liées à son poste.
- 2.1.2 Tous les comptes et dossiers concernant le versement d'honoraires ou de toute autre rémunération en rapport avec la demande de propositions. à l'obtention ou à la

négociation du contrat ou en rapport à toute demande ou démarche reliée au contrat seront assujettis aux dispositions du contrat portant sur les comptes et la vérification.;

2.1.3 Si l'entrepreneur fait une fausse déclaration aux termes de la présente Partie ou ne respecte pas les obligations précisées dans le présent document, le Ministre pourra soit résilier le contrat pour défaut d'exécution conformément aux dispositions pertinentes contenues dans le contrat, soit recouvrer de l'entrepreneur, par une réduction du prix du contrat ou autrement, le montant total des honoraires conditionnels

2.2 Dans cette Partie :

2.2.1 « Honoraires conditionnels » signifient tout paiement, ou autre forme de rémunération, qui est subordonné au degré de succès ou calculé en fonction du degré de succès obtenu en rapport à l'obtention d'un contrat gouvernemental, à la négociation d'une partie ou de la totalité des conditions de ce contrat ou à toute demande ou démarche reliée au contrat.

2.2.2 « Employé(e) » signifie toute personne avec qui l'entrepreneur a une relation d'employeur à employé;

2.2.3 « Personne » comprend un particulier ou un groupe, une corporation, une société, une organisation et une association et, sans limiter la portée générale de ce qui précède, tout particulier qui est tenu de fournir au directeur une déclaration en vertu de l'article 5 de la Loi concernant l'enregistrement des lobbyistes, L.R.C. (1985), ch. 44 (4^e suppl.), et de toute modification qui pourrait lui être apportée de temps à autre.

3. EXIGENCES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ

3.1 L'entrepreneur et/ou le personnel assigné à ce contrat doivent posséder une vérification de base de la fiabilité conformément à la Politique en matière de sécurité du gouvernement du Canada.

4. TAXES DE VENTE PROVINCIALES

4.1 L'entrepreneur ne facturera ni ne collectera aucune taxe de vente ad valorem imposée par la province où les biens ou les services taxables sont livrés aux ministères du gouvernement fédéral sous l'autorité des licences de taxes de vente provinciales suivantes :

Colombie-Britannique	005521
Île-du-Prince-Édouard	OP-10000-250
Manitoba	390516-0
Nouvelle-Écosse	U84-00-03172-3
Nouveau-Brunswick	P87-60-01648
Ontario	11708174G

Québec
Terre-Neuve

Q-398-SS-3921-1-P
32243-0-09

Dans toutes les autres provinces, les taxes de vente provinciales ne s'appliquent pas aux biens ou aux services taxables livrés aux ministères ou organismes du gouvernement fédéral en vertu de ce contrat.

L'entrepreneur n'est pas dispensé de toute obligation de payer les taxes de vente provinciales sur les biens et services taxables que l'entrepreneur utilise ou consomme lors de l'exécution de ce contrat.

Les taxes d'accise provinciales sur la quantité de gallons des combustibles liquides doivent être imposées à Terre-Neuve, à l'Île-du-Prince-Édouard, en Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick, au Québec et en Ontario. Dans les autres provinces, ces taxes ne s'appliquent pas.

Programme de contrats fédéraux pour l'équité en emploi

Les organisations qui sont assujetties au Programme de contrats fédéraux pour l'équité en emploi (PCF-ÉE) mais qui ont été déclarées non admissibles pour obtenir un contrat fédéral de biens et de services au-delà du seuil de lancement d'appels d'offres stipulé dans le *Règlement sur les marchés de l'État* (RMÉ) (actuellement de 25 000 \$ incluant les taxes applicables par Développement des ressources humaines Canada-Travail (DRHC-Travail), soit à la suite d'un constat de non conformité ou suivant leur retrait volontaire du PCF-ÉE) pour une raison autre qu'une réduction de leurs effectifs, ont été avisées par DRHC-Travail qu'en conséquence de ce geste, elles ne sont plus admissibles à recevoir un contrat du gouvernement au-delà de ce seuil. En conséquence, leur numéro de certificat a été annulé et leur nom a été inscrit sur la Liste des entrepreneurs non admissibles de DRHC-Travail. Les soumissions de telles organisations seront considérées non conformes.

On demande au soumissionnaire de certifier qu'il n'a pas été déclaré « non admissible » par DRHC-Travail pour recevoir des contrats du gouvernement au-delà du seuil du RMÉ de lancement d'un appel d'offres (actuellement de 25 000 \$) à la suite d'un constat de non conformité ou pour s'être volontairement retiré du PCF-ÉE pour une raison autre qu'une réduction de ses effectifs.

Signature du représentant autorisé : _____

Le soumissionnaire reconnaît que le Ministre se fiera à cette certification pour attribuer le contrat. S'il advenait qu'une vérification du Ministre découvre une information fautive de la part du soumissionnaire, le Ministre aura le droit de considérer tout contrat résultant de cette soumission comme étant en défaut.

Attestation ancien fonctionnaire – Besoins concurrentiels

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats avec des anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous.

Définition

Aux fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#), L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a. un individu;
- b. un individu qui s'est incorporé;
- c. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie, une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la [Loi sur les prestations de retraite supplémentaires](#), L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la [Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes](#), L.R., 1985, ch. C-17, à la [Loi sur la continuation de la pension des services de défense](#), 1970, ch. D-3, à la [Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada](#), 1970, ch. R-10, et à la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, L.R., 1985, ch. R-11, à la [Loi sur les allocations de retraite des parlementaires](#), L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la [Loi sur le Régime de pensions du Canada](#), L.R., 1985, ch. C-8.

Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire touchant une pension? **Oui** ()
Non ()

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les soumissionnaires acceptent que le statut du soumissionnaire retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive

des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l' [Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) et les [Lignes directrices sur la divulgation des marchés](#).

Programme de réduction des effectifs

Est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu des dispositions d'un programme de réduction des effectifs? **Oui** () **No** ()

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c. la date de la cessation d'emploi;
- d. le montant du paiement forfaitaire;
- e. le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- f. la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- g. nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réduction des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée.

Attestation

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que les renseignements fournis par le soumissionnaire pour répondre aux exigences ci-dessus sont exacts et complets.

Signé/Nom d'impression

Date